

(1)

(N° 257.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JUILLET 1904.

Proposition de loi relative à la formation des listes des électeurs communaux
et provinciaux ⁽¹⁾

et

Proposition de loi relative à l'application de la représentation proportionnelle
aux élections provinciales et communales ⁽²⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽³⁾, PAR M. VERHAEGEN.

MESSIEURS,

Les sections de la Chambre ont confié à la même section centrale l'examen de la proposition de loi relative à la formation des listes des électeurs communaux et provinciaux (n° 12), déposée par MM. Vandervelde, Anseele, Furnémont, Terwagne, Denis et Mansart, et celui de la proposition de loi relative à l'application de la représentation proportionnelle aux élections provinciales et communales (n° 52), déposée par MM. Féron, Vandewalle, Termote, Vandevenne, Lorand et Nolf.

Les dispositions essentielles de la première de ces propositions sont résumées comme suit par leurs auteurs :

- 1° Assimilation de l'électorat communal et de l'électorat provincial;
 - 2° Attribution du droit de suffrage, pour les élections locales, à tous les citoyens âgés de 21 ans sans distinction de sexe;
 - 3° Réduction à six mois des temps de résidence exigés par les lois du 11 avril 1895 et du 22 avril 1898;
 - 4° Abolition du vote plural ;
-

(1) Proposition de loi, n° 12.

(2) Proposition de loi, n° 52.

(3) La section centrale présidée par M. SCHOLLAERT, 1^{er} vice-président, était composée de MM. VERSTYLEN, VAN DER LINDEN, DE LANTSHEERE, VERHAEGEN, ALLARD, VANDEWALLE.

5° Suppression de l'article 4 de la loi du 11 avril 1893, instituant des conseillers communaux nommés par les électeurs aux Conseils de l'industrie et du travail.

La seconde proposition a été limitée par ses auteurs à l'application intégrale de la représentation proportionnelle aux élections provinciales.

Ceux-ci avaient d'abord formulé des dispositions qui supprimeraient le vote plural ; mais, en présence de la proposition déjà déposée par leurs collègues de la gauche socialiste, ils ont modifié leur texte. Ils se proposent, au surplus, de défendre la proposition de MM. Vandervelde et consorts, sous réserve des amendements que motiveraient les questions d'âge, de résidence ou d'autres de ce genre, sauf aussi à ne point faire leurs toutes les raisons invoquées par leurs collègues ou à en produire d'autres.

De l'avis même de leurs auteurs, les propositions se complètent ; il était naturel, dès lors, que la même section centrale fût chargée de les examiner toutes deux.

EXAMEN DANS LES SECTIONS.

La proposition de loi n° 12 a été l'objet, de la part des sections, des votes résumés ci-après :

	Oui.	Non.	Abstentions.
1 ^{re} section	5	9	3
2 ^e »	3	8	—
3 ^e »	3	9	3
4 ^e »	6	12	—
5 ^e »	—	6	2
6 ^e »	5	13	—
Soit au total.	22	57	8

Dans la première section, la proposition de loi n° 12 a été regardée par un membre comme un acte de tactique, destiné à préparer l'inscription dans la Constitution révisée du suffrage universel pur et simple.

Un autre membre a exprimé l'avis que la législation électorale actuelle, en matière provinciale et communale, est trop récente pour avoir fait ses preuves.

Dans la troisième section, un membre a fait observer que le droit de vote à la commune doit demeurer moins large que celui relatif aux élections législatives. Il en est ainsi, a-t-il ajouté, en Suisse, en Allemagne, en Angleterre et en Danemark. Dans notre pays, la Chambre des représentants trouve un contrepois dans le Sénat, tandis que le conseil communal, pour bien des questions, n'y est soumis à aucun contrôle et, ne trouve, par conséquent, aucun contrepois dans le pouvoir central.

D'autre part, un membre a répondu que le suffrage universel pur et simple s'impose au nom de la justice et que cette considération prime les critiques de détail produites contre la proposition.

Un membre a demandé que l'âge de l'électorat soit fixé à 25 ans pour toutes les élections.

Dans la quatrième section, un membre a constaté qu'il n'existe dans le pays aucun mouvement en faveur d'une nouvelle réforme électorale.

Le suffrage universel pur et simple à la commune constituerait un privilège en faveur des citoyens qui ne paient pas d'impositions communales.

Il a été répondu par un membre à ces critiques, que, s'il n'y a pas de mouvement en faveur du suffrage universel pur et simple, cette réforme n'en est pas moins une œuvre de justice; que, si les ouvriers ne paient pas d'impositions communales directes, ils sont imposés indirectement d'une façon très sensible.

Un autre membre a ajouté que, si l'introduction du suffrage universel pur et simple dans les élections communales devait offrir quelques inconvénients, l'intervention du pouvoir central serait à même de prévenir ceux-ci. Un membre a fait observer que semblable justification de la proposition se retourne directement contre l'application du suffrage universel pur et simple aux élections législatives.

Dans la sixième section, un membre s'est élevé contre la résidence de trois ans exigée pour l'exercice de l'électorat communal. On a fait remarquer, d'autre part, que la résidence réduite à six mois est insuffisante. La résidence d'un an paraît préférable.

Un membre estime qu'il faut chercher avant tout, dans l'électorat communal, le moyen d'assurer la bonne gestion des affaires communales. Il ne comprendrait pas que l'on admit à l'électorat des citoyens qui n'auraient pas intérêt à cette bonne gestion.

*
* * *

La proposition de loi n° 52 a été l'objet, de la part des sections, des votes résumés ci-après :

	Oui.	Non.	Abstentions.
	—	—	—
1 ^{re} section	2	9	5
2 ^e »	3	7	1
3 ^e »	4	9	2
4 ^e »	6	10	2
5 ^e »	—	6	2
6 ^e »	6	13	—
	—	—	—
Soit au total	21	54	12

Dans plusieurs sections, la majorité s'est déclarée favorable, en principe, à l'application de la représentation proportionnelle aux élections provinciales et communales.

Dans la première section, on a repoussé la nomination des bourgmestres par les conseils communaux et l'application de la représentation proportionnelle à l'élection des membres des députations permanentes.

Dans la seconde section, un membre a fait observer que le suffrage

universel pur et simple se justifie moins encore pour la commune que pour les Chambres.

Le renouvellement total des conseils communaux, tous les quatre ans, sera fâcheux au point de vue de la bonne administration ; l'expérience fera défaut aux administrateurs communaux.

Dans la troisième section, un membre a déclaré que la seconde répartition des mandats de conseiller provincial, proposée par l'honorable M. Vandewalle dans le but d'appliquer complètement la représentation proportionnelle, supprimera en fait l'élection elle-même : un candidat pourra être élu conseiller provincial par des appoints de voix provenant d'autres cantons que le sien et qui ne lui étaient pas destinées.

Un membre s'est demandé pourquoi la proposition ne recommande pas l'application de la représentation proportionnelle aux élections des membres des collèges échevinaux aussi bien qu'à celles des membres des députations permanentes.

Dans la sixième section, un membre a fait observer que le système de représentation proportionnelle proposé par l'honorable M. Vandewalle tend à faire de la province, dans une certaine mesure, un collège électoral unique.

Un membre serait disposé à admettre l'application de la représentation proportionnelle aux élections communales, dans les communes émancipées.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

Les discussions qui ont eu lieu en section centrale ont porté principalement sur le suffrage universel, sur le droit de suffrage des femmes et enfin sur l'application de la représentation proportionnelle aux élections provinciales et communales, ainsi qu'à l'élection des membres des députations permanentes.

Les auteurs des deux propositions ont reproduit les arguments dont ils avaient déjà fait usage au cours des développements qui précèdent ces propositions.

Les considérations qui vont suivre résument les réponses des membres de la majorité de la section centrale à ces arguments.

LE SUFFRAGE UNIVERSEL.

« Le suffrage universel plural doit disparaître de la Constitution et des lois électorales. Il doit faire place au suffrage universel pur et simple, parce que, par la pluralité des votes, il consacre et consolide des privilèges de classe. » tandis que le suffrage universel pur et simple est l'expression même de l'égalité politique et, partant, de la justice. »

C'est là ce que soutiennent les auteurs des propositions soumises à l'examen de la section centrale. Ils reconnaissent très franchement au surplus que leurs propositions actuelles ont pour objet principal de préparer et de hâter une nouvelle révision de la Constitution.

Ce qu'ils qualifient de privilèges de classe sont des situations de fait qui

doivent l'existence, avant tout, aux inégalités naturelles ou, pour emprunter leur expression, aux privilèges dont la nature a doté certains hommes.

Inégalités naturelles que l'homme ne supprimera pas, parce que le Créateur les a voulues, et que l'homme s'insurgerait en vain contre une volonté supérieure à la sienne : inégalités d'intelligence, de forces physiques, de valeur morale, d'endurance, d'activité....

Les privilèges naturels résultant de ces inégalités naturelles mettent inévitablement en relief les citoyens les plus capables, les plus actifs et les plus moraux.

Qualifier ces privilèges naturels de privilèges de classe est donc une grave erreur. Les qualités supérieures qui amènent des citoyens à faire partie, à des degrés divers, de l'élite sociale, la nature les distribue d'après des lois que nous ignorons, mais qui n'ont absolument rien de commun avec le respect de ce que l'on continue d'appeler les différentes classes sociales.

La capacité, l'activité, la moralité sont tout autant l'apanage du fils de l'ouvrier que celui du fils du citoyen riche. Et ces vertus sociales produisent les mêmes effets chez tous ceux qui en sont pourvus : elles les font entrer dans l'élite sociale.

Affirmer que le suffrage universel plural consacre et consolide des privilèges de classe, c'est donc faire erreur.

Que le suffrage universel plural enregistre l'existence d'inégalités naturelles, personne ne le contestera.

Qu'il cherche à discerner les citoyens qui se sont haussés jusqu'à l'élite sociale, par leur capacité, leur activité, leur moralité, et qu'il leur accorde une participation plus importante qu'aux autres citoyens à la souveraineté nationale, il n'y a là qu'un effort digne d'éloges pour donner au suffrage universel une valeur supérieure et pour assurer la prospérité et la durée du régime démocratique que le pays s'est donné.

Il est dangereux, pour ceux qui cherchent loyalement à doter leur pays du régime politique le plus parfait, de s'arrêter aux apparences — si fascinantes soient-elles — d'une formule.

Le suffrage universel pur et simple est, assure-t-on, l'expression de l'égalité absolue.

Dès lors il devient, sans plus d'examen, pour beaucoup d'esprits, l'expression même de la justice et il doit être, sans aucun délai, placé à la base de notre régime politique...

Ainsi n'en ont pas jugé des hommes de haute valeur, dont les idées, sur bon nombre de points, s'accordent avec celles des honorables auteurs des propositions soumises à la section centrale. Ces hommes ont fait une étude calme et approfondie de la souveraineté nationale dans ses rapports avec le mode de gouvernement qui convient davantage à une démocratie comme la nôtre.

Voici comment s'exprime à ce propos feu M. Émile de Laveleye, dans son ouvrage : *Le gouvernement dans la démocratie*.

« La première condition à l'exercice du droit de suffrage, dit-il, est la capacité de discerner quelles sont les lois favorables et à l'intérêt même de celui qui vote et à l'intérêt de tous. Est-ce que sur un navire les matelots,

sous peine d'être esclaves, doivent, par leur vote, décider de la manœuvre ? »

Il développe cette idée dans une longue et intéressante étude :

« Quand je vois nos hommes d'État, dit-il, se faire les apôtres du suffrage universel et jeter les trésors de civilisation accumulés par de longs siècles de travaux, dûs à l'élite de notre espèce, en pâture à ce troupeau de bipèdes encore plongés dans les ténèbres des époques de la pierre brute du miocène et certainement hors d'état de discerner même ce qui est leur véritable intérêt, je m'étonne de ces abîmes d'aveuglement de la part d'esprits très distingués sous certains rapports.

... » Comment sortir de cette voie funeste qui nous conduit aux catastrophes et à l'abâtissement ? Oui, la démocratie s'impose, je l'admets. Mais le gouvernement des démocraties doit être confié à l'aristocratie intellectuelle....

» Concluons. Je ne vois qu'un moyen de sauver les démocraties modernes, c'est d'attribuer un pouvoir prédominant à un Sénat qui renfermerait les hommes représentant les grandes forces sociales : l'agriculture, l'industrie, le commerce, la science surtout en toutes ses formes. Le progrès résulte, ai-je dit, de l'accumulation du capital et des connaissances. A eux seuls doit revenir la direction suprême....

» Bien entendu, au-dessous du Sénat, renfermant toutes les supériorités et toutes les spécialités, il faut une Chambre représentant le peuple et faisant entendre aux gouvernants..... l'expression des besoins des classes inférieures...

» Le suffrage universel et le règne du nombre mènent fatalement à une situation où la société demandera son salut au césarisme et à l'armée. La raison est le vrai souverain. Je veux qu'elle soit concentrée dans le Sénat et que celui-ci ait en tout le dernier mot à dire. »

Après avoir rappelé, à propos du suffrage universel, l'opinion de Proudhon, qui, dans son livre : *De la capacité politique des classes ouvrières*, écrivait :

« Il est certain que nos dix millions d'électeurs se sont montrés depuis 1848, en intelligence et en caractère, inférieurs aux trois cent mille censitaires de la monarchie de juillet », — il termine par ces mots :

« Oui, le suffrage universel est chose désirable ; il est le but à atteindre, mais il doit avoir pour condition l'instruction universelle et pour résultat la propriété universalisée.

» L'égalité des droits politiques et l'inégalité des conditions sociales est le grand péril des démocraties modernes. (1) »

La brutalité déplacée et blessante de certaines expressions adoptées par le distingué professeur de l'Université de Liège disparaîtrait, que rien ne serait enlevé à la force intrinsèque de ses observations.

Il considère le règne du nombre comme fatal aux démocraties modernes. Pour tout homme qui étudie sans passion la question du droit de suffrage,

(1) *Le gouvernement dans la démocratie*, 1891, tome II, pp. 49-54.

de nombreux et délicats problèmes se posent, et ce n'est certes pas le suffrage universel pur et simple qui offre les garanties que l'on est en droit d'exiger d'un mode supérieur de gouvernement.

De son côté, M. Ad. Prins, qui se trouvait tout récemment encore investi de la dignité rectorale à l'université libre de Bruxelles, n'est pas favorable à l'adoption du suffrage universel pur et simple : il ne voit pas « une grande différence entre ceux qui invoquent, en faveur du suffrage universel, le droit inaliénable et imprescriptible de la souveraineté populaire et ceux qui invoquent, en faveur de l'absolutisme, le droit inaliénable et divin d'une famille ou d'un chef » (1).

S'il n'est pas partisan du suffrage universel des citoyens isolés, il attribuerait volontiers le droit de vote aux groupements représentant les grands intérêts sociaux, en raison de leur importance.

Dans un livre qui date du régime censitaire, il s'exprime ainsi :

« Personne ne méconnaîtra le vice radical du régime censitaire qui donne à la majorité numérique de la bourgeoisie le monopole du gouvernement. Mais, avec le suffrage universel, quel est le changement ? Si le suffrage universel est libre, — et il faut le supposer tel pour discuter loyalement la question, — ce ne sont plus les classes bourgeoises, ce sont les classes inférieures qui l'emportent. Mais, dans les deux cas, le vice est identiquement le même : une majorité numérique exclusive devient l'arbitre suprême des destinées nationales. Elle est plus étendue que la majorité censitaire, elle n'est pas moins tyrannique....

» Certes, laisser les masses en dehors de la politique, c'est une cause de faiblesse pour un gouvernement, et les attirer, c'est, comme le dit M. Gladstone, accroître la force de l'État. Certes, tout régime qui veut durer doit s'attacher à résoudre le difficile problème de l'émancipation des travailleurs et de la protection des humbles. Seulement, de toutes les conceptions imaginées pour arriver à ce but, il me semble que la plus mauvaise est le suffrage universel ...

» Quelle égalité imaginer entre l'homme d'État, maître des rouages sociaux, et l'ignorant armé de son simple instinct ? Où donc, dans ce régime qui invoque l'égalité, trouver un semblant d'égalité ou de justice ? Quand, au lieu de peser les voix, on les compte, il est impossible de parler d'égalité et de justice. Car ne considérer que le nombre, c'est nier la condition essentielle de l'égalité et de la justice, c'est-à-dire la proportionnalité. Et attribuer à toutes les voix, dans le suffrage universel, une valeur identique, c'est aussi inique que si l'on faisait payer la même somme d'impôts à tous les habitants d'un pays (2) ».

Personne ne saurait contester que des appréciations comme celles de MM. de Laveleye et Prins méritent d'être mûrement pesées. Il ne suffit pas, pour en faire justice, de se refuser à examiner si l'électorat constitue soit un droit, soit une fonction, ou bien à la fois un droit et une fonction ; il ne suffit

(1) *La démocratie et le régime parlementaire*, 2^e edit., 1887.

(2) *Loc. cit.*

pas d'invoquer un fragment de l'article 23 de la Constitution belge en ajoutant triomphalement « que c'est aux adversaires du suffrage universel qu'il appartient de justifier les restrictions qu'ils apportent au principe fondamental posé par la Constitution ».

L'article 23 de la Constitution ne se borne pas à proclamer que « tous les pouvoirs émanent de la nation ». Il dit également que « ces pouvoirs sont exercés de la manière établie par la Constitution ».

Le second paragraphe de l'article 23 fournit donc lui-même une réponse adéquate à la mise en demeure rappelée plus haut.

Il ne suffit pas davantage, pour rallier au suffrage universel pur et simple les citoyens que préoccupent les intérêts supérieurs du pays, d'affirmer que « les restrictions apportées au droit de suffrage ne peuvent trouver d'autre explication que le désir de consolider la domination politique de la classe possédante ».

Les témoignages qui précèdent et qui émanent d'hommes d'une haute culture intellectuelle et d'un dévouement éclairé à leur patrie, démontrent que la solution de la grave question du mode de suffrage dépend, dans la pensée des adversaires les plus éclairés du suffrage universel pur et simple, de facteurs sérieux et nullement de préoccupations personnelles d'un ordre inférieur et mesquin.

Ces adversaires se préoccupent avant tout d'assurer aux grands intérêts du pays une représentation harmonique qui maintienne entre eux un équilibre nécessaire et fécond et qui assure la prospérité de la patrie et la paix sociale.

Un pays comme la Belgique, où les ouvriers agricoles et les ouvriers industriels occupent une place considérable, doit s'efforcer d'assurer à leurs intérêts spéciaux une représentation sérieuse. Il faut que ces intérêts puissent obtenir du législateur toutes les satisfactions légitimes. La paix sociale est à ce prix. C'est ce problème que la Constituante de 1893 a résolu en inscrivant dans la Constitution révisée le suffrage universel plural.

Que tous les citoyens, par le fait qu'ils ont l'âge requis et qu'ils ne sont frappés d'aucune cause d'indignité, participent à la souveraineté nationale, que tous jouissent du droit de suffrage, rien de plus naturel, de plus sainement égalitaire et, ajoutons-le, de plus acceptable. Tous ont leur conscience pour apprécier les devoirs primordiaux qu'impose l'exercice de la souveraineté. Tous ont intérêt à la bonne gestion des affaires publiques. Tous enfin puisent dans leur qualité de membres de la grande famille belge, certaines notions générales sur l'impulsion qu'il importe de donner au gouvernement.

C'est ce qui faisait dire à un philosophe illustre, S. Thomas d'Aquin, dès le XIII^e siècle, dans sa *Somme théologique* : *Ut omnes aliquam partem habeant in principatu*. — « Il est à souhaiter que tous les citoyens aient part à la souveraineté nationale. »

De là à prétendre que cette part doit être identique pour tous les citoyens, que l'égalité du droit de suffrage est la seule expression de la justice, il y a un abîme.

Le vote plural accordé aux électeurs que leur capacité, leur maturité, leurs intérêts supérieurs, matériels ou moraux, signalent tout naturellement à la confiance du pays; ou bien la représentation des grands intérêts confiée, en raison de leur importance, aux collectivités qui les personnifient; ou encore l'institution d'un Sénat investi de l'autorité suprême; tels sont divers moyens de compléter le suffrage universel pur et simple de façon à éviter qu'il conduise le pays à l'oppression du nombre et qu'il ressuscite le despotisme antique sous la forme d'une tyrannie anonyme non moins odieuse.

Stuart Mill recommande le vote plural :

« N'avoir pas de voix dans les affaires générales est une chose; voir accorder aux autres une voix plus puissante, à cause d'une capacité plus grande pour la direction des intérêts communs, est une autre chose. Les deux choses ne sont pas seulement différentes, elles sont incommensurables. Chacun a le droit de se sentir insulté de ne compter pour rien et d'être regardé comme n'ayant nulle valeur. Personne, si ce n'est un sot, et un sot d'une espèce particulière, ne peut se sentir offensé, parce qu'on reconnaît qu'il y en a d'autres dont l'opinion et même dont le désir sont autrement à considérer que son opinion et son désir. N'avoir pas de voix sur ce qui est en partie votre affaire, est une chose dont personne ne s'accommodera volontiers; mais quand ce qui est en partie l'affaire d'un homme est aussi en partie l'affaire d'un autre, quand cet homme entend que cet autre entend l'affaire mieux que lui, voir compter l'opinion de l'autre pour plus que la sienne, ne le surprend pas et lui paraît d'accord avec la marche ordinaire des choses sur tout autre sujet. Il est nécessaire seulement que cette influence supérieure soit conférée d'après des motifs qu'il puisse comprendre, et dont il soit capable d'apprécier la justice (1). »

M. de Laveleye le recommande à son tour, après avoir prôné une forte organisation du Sénat, et tout en se montrant, comme Stuart Mill, peu favorable à l'octroi de votes supplémentaires du chef de la propriété :

« Stuart Mill, dit-il, est partisan du vote plural qui attribue à certaines catégories de personnes le droit de disposer de plus d'un suffrage. Si l'on veut que le gouvernement appartienne à la raison et que la capacité exerce une influence prépondérante, il faut lui en accorder les moyens. Le vote d'un homme instruit et capable devrait évidemment avoir plus de poids que celui de l'ignorant qui ne parvient même pas à discerner les lois qui seraient conformes à son intérêt.

» Mais, dira-t-on, à quels signes reconnaîtra-t-on la capacité et qui tracera les limites du privilège? Nulle difficulté: certains examens subis, certaines places occupées, certaines fonctions exercées dénoteraient le degré de supériorité intellectuelle qui donnerait, par exemple, droit à deux suffrages.

» Mais le vote plural ne devrait jamais être accordé aux plus imposés ou aux plus riches, car leur intérêt n'est nullement le même que celui du plus

(1) *Le Gouvernement représentatif*; Paris, 1862, cité par L. DUPRIEZ : *L'organisation du suffrage universel en Belgique*; Paris, 1901.

grand nombre. Ce système, d'ailleurs, s'accorde si peu avec les idées qui dominent aujourd'hui qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter davantage (1) ».

M. Ad. Prins, de son côté, est partisan de la représentation des intérêts, et on ne saurait contester qu'il ait produit, à l'appui de ce mode d'application du suffrage universel, des considérations d'une haute valeur.

Faut-il donner la préférence au suffrage universel plural, tel qu'il a été inscrit dans la Constitution révisée de 1893, et le considérer comme le mode définitif suivant lequel la souveraineté nationale s'exercera en Belgique?

Là n'est pas la question.

La majorité des membres de la section centrale, sans préjuger l'avenir, estime que l'expérience de huit années n'est pas assez complète pour provoquer une nouvelle révision constitutionnelle et qu'aucun mode plus conforme aux intérêts du pays ne s'indique jusqu'ici avec une netteté suffisante pour justifier un appel aux électeurs.

Quelques considérations suffiront pour montrer quelles seraient les conséquences actuelles de l'établissement du suffrage universel pur et simple et quels sont les résultats du vote plural.

D'après les listes électorales générales, on comptait en Belgique, en 1900, 1,452,232 électeurs, dont 901,944 électeurs à une voix et 550,288 électeurs à deux ou à trois voix.

Actuellement, les 550,288 électeurs qui disposent de deux ou de trois voix, émettent en tout 1,537,677 suffrages, tandis que les 901,944 électeurs qui ne possèdent qu'un seul suffrage, n'en émettent que 901,944.

L'écart entre les suffrages uniques et les suffrages pluraux ne marque nullement « l'écrasement de la classe ouvrière par la classe possédante ». De très nombreux électeurs, appartenant soit à la catégorie des ouvriers, soit à celle de la petite bourgeoisie, soit à celle des diplômés et des fonctionnaires, jouissent de deux ou de trois suffrages, tout en conservant les mêmes aspirations et les mêmes vues que les citoyens auxquels la Constitution ne reconnaît qu'un suffrage. C'est ce que les honorables MM. Vandervelde et consorts ont reconnu eux-mêmes, dans leurs développements, en ce qui concerne les électeurs des centres industriels.

Mais si le suffrage universel pur et simple était établi, les 901,944 électeurs à une voix écraseraient certainement les 550,288 électeurs dont le vote plural se trouverait réduit au vote unique. Dans cette éventualité, les électeurs pluraux qui partagent les aspirations et les vues des électeurs à une voix, loin d'empêcher semblable écrasement, pourraient faire croître encore la masse des suffrages sous laquelle l'élite se trouverait emprisonnée et réduite à l'impuissance. Au lieu d'un certain équilibre de forces, comme il en existe un aujourd'hui entre les grands intérêts sociaux, l'élément populaire deviendrait, sans conteste possible, comme aussi sans contrepoids, le maître absolu des destinées du pays.

(1) *Le gouvernement dans la démocratie*, 1891, t. II, p. 76.

MM. Vandervelde et consorts déplorent qu'aujourd'hui « la propriété devienne un titre pour acquérir une puissance électorale factice, qui permette de faire plus aisément des lois favorables à la propriété et que la science, dont l'influence légitime est si considérable, devienne un prétexte pour consolider arbitrairement le pouvoir de la classe qui en a le monopole. »

Sous le régime du suffrage universel pur et simple, la propriété et la science deviendraient pour le citoyen des titres à être opprimé et écrasé sous le poids aveugle du nombre. L'injustice de pareil régime saute aux yeux.

La propriété et la science ont-elles au surplus abusé de la situation que leur laisse jusqu'ici le vote plural ?

Il n'est pas de peuple, parmi ceux qui nous entourent, où les impôts soient moindres qu'en Belgique.

Il n'est pas de pays où les lois sociales appuyées par d'intelligents efforts administratifs et par d'innombrables œuvres d'initiative privée, aient aidé davantage les travailleurs à s'élever matériellement et moralement.

Et l'on doit ajouter qu'il n'est pas de pays où l'exiguïté du territoire et la densité de la population rendent plus ardue qu'en Belgique la tâche d'assurer des débouchés suffisants et une rémunération méritée aux travaux et aux efforts d'une population ouvrière, tant industrielle qu'agricole, proportionnellement aussi importante.

Certes, la tâche n'est pas achevée ; mais on ne saurait prétendre sérieusement que le peuple subisse en Belgique la domination de la classe possédante.

Si le suffrage universel pur et simple était établi, comme le réclament pour la province et la commune les honorables auteurs de la proposition n° 12, en attendant la revision constitutionnelle, il est certain que la majorité des élus, reflétant les idées de la majorité des électeurs, aurait désormais le pouvoir de disposer souverainement de la propriété privée, par la voie de l'impôt, sans que le salutaire contrepoids de la participation personnelle à la propriété et aux impôts qui la frappent, vînt servir de frein à des entreprises injustifiées.

Le régime de l'égalité absolue ne deviendrait une réalité que si, à l'égalité du droit de suffrage, correspondait désormais l'égale participation de tous aux charges publiques, et si chaque citoyen était astreint à payer la même somme d'impôts. Mais qui ne s'aperçoit que l'égalité devant l'impôt est une utopie, en même temps qu'une iniquité ?

On est en droit de conclure, comme l'a fait M. Prins, dans un passage reproduit plus haut, qu'il est aussi inique d'attribuer la même valeur à toutes les voix, dans le suffrage universel, que de faire payer la même somme d'impôts à tous les habitants d'un pays.

Le régime du suffrage universel pur et simple serait donc un régime de privilège en faveur du nombre.

La vérité de cette affirmation apparaît avec une grande clarté à tous ceux que n'éblouit pas le fétichisme des mots et qui entendent se laisser guider par la froide raison.

La Belgique aura-t-elle longtemps encore la sagesse de résister aux appels enflammés qui font entrevoir aux travailleurs trop confiants l'égalité politique absolue comme l'acheminement vers une égalité économique complète, et celle-ci comme la condition du relèvement de l'ouvrier, et le gage de la paix sociale et de la prospérité matérielle ?

Il faut l'espérer.

Les hommes politiques soucieux de maintenir la prospérité et la paix, ont le devoir de faire entendre aux travailleurs la voix de la raison, et de les engager à ne pas briser entre les divers éléments actifs de la nation, notamment entre le capital et le travail, le judicieux équilibre de forces et d'influences qui constituera toujours la meilleure garantie du respect des droits de tous et la sauvegarde de tous les intérêts.

La section centrale a rejeté, par cinq voix contre deux, l'introduction du suffrage universel pur et simple dans les élections provinciales et communales.

* * *

Les fraudes électorales, que l'on prétend être inhérentes à l'application du vote plural, ont été invoquées à l'appui de l'adoption du suffrage universel pur et simple.

Mais il a été démontré à la Chambre, par M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, que jamais les réclamations électorales n'ont été proportionnellement moins nombreuses qu'aujourd'hui. Tout indique que le nombre de ces réclamations baissera encore et ne correspondra plus désormais qu'à la somme des erreurs et des négligences inévitables en pareille matière.

Du reste, les conditions d'âge, d'indigénat, de résidence et les causes d'indignité pourraient offrir, même sous le régime du suffrage universel pur et simple, le moyen de commettre de nombreuses fraudes. Il n'y aura jamais de régime électoral devant lequel la malice humaine soit réduite à l'impuissance.

* * *

MM. Vandervelde et consorts invoquent, contre le régime actuel, l'inégalité qu'il présente entre les villes et les campagnes et l'avantage qu'il offre à ces dernières au point de vue électoral.

Cet avantage serait, en moyenne, le suivant. Tandis que les électeurs urbains se voient attribuer 150 suffrages pour 100 électeurs, les électeurs ruraux, pour un nombre pareil d'électeurs, jouiraient de 158 suffrages.

Si cette affirmation était exacte, il en résulterait tout simplement que dans les campagnes l'instruction est plus répandue que dans les centres urbains ; que l'on rencontre dans les villages plus de prospérité que dans les villes, soit parce qu'il y a plus de petits propriétaires et de petits rentiers à la campagne, soit parce que l'on y compte plus de pères de famille de

35 ans, occupant un foyer imposé de 5 francs du chef de la contribution personnelle.

On ne voit pas pourquoi, dans des conditions qui dénoteraient l'existence dans les campagnes des effets bienfaisants d'une civilisation plus répandue que dans les villes, l'influence électorale ne pourrait pas refléter cette situation ?

Il a été démontré, du reste, que les conséquences électorales de la légère différence qui paraît exister entre le nombre des suffrages attribués aux électeurs urbains et aux électeurs ruraux se produisent aussi bien en faveur des partis d'opposition que du parti au pouvoir. Il n'y a donc pas lieu de s'y arrêter.

LE DROIT DE SUFFRAGE DES FEMMES.

L'article 2 de la proposition de MM. Vandervelde et consorts, a pour objet d'amener la disparition de « l'inégalité choquante et brutale qui existe entre la femme et le mari. »

L'un des auteurs de la proposition a cherché à justifier, devant la section centrale, la disposition relative au droit de suffrage des femmes, en faisant valoir les considérations suivantes :

1. La femme a des intérêts à défendre.
2. L'efficacité du rôle qu'elle jouerait sur le terrain politique est démontrée par la manière dont elle s'acquie des fonctions de bienfaisance et d'éducation morale qu'elle a assumées ;
3. Le droit de suffrage n'est pas incompatible avec l'accomplissement des devoirs domestiques ;
4. Enfin, la question n'est pas neuve. Elle est posée, en Belgique même, pour ce qui regarde certaines fonctions administratives, depuis 1880.

On invoque des motifs de nature toute différente à l'appui de l'attribution du droit de suffrage aux femmes.

D'une part, des motifs d'ordre pratique : les intérêts que la femme aurait à défendre ; la manière dont elle s'acquitterait de son rôle politique, etc.

D'autre part, le principe de l'égalité absolue des sexes que le parti socialiste s'efforce de faire prévaloir, conformément à son programme (1).

(1) *Programme et statuts du parti ouvrier belge*; Bruxelles, 1894. On y lit ce qui suit :

Réforme électorale.

a) Suffrage universel, sans distinction de sexe, à tous les degrés (21 ans et 6 mois de résidence).....

Revision des titres du Code civil, sur le mariage et la puissance paternelle.

a) Égalité civile des sexes, et des enfants naturels ou légitimes.

b) Revision de la loi sur le divorce, avec maintien des obligations alimentaires vis-à-vis de la femme ou des enfants.....

Le principe formulé par le parti socialiste et destiné à prendre place dans le code de la civilisation nouvelle dont ce parti espère doter l'humanité, est le contre-pied du principe que la civilisation chrétienne a fait triompher dans le monde.

L'égalité absolue des sexes, avec les conséquences morales et sociales, politiques et économiques qu'elle entraînera nécessairement, remplacerait le régime chrétien qui a fait de la famille organisée la base de la société humaine et qui, pour organiser la famille, s'est inspiré des faits et des lois mêmes de la nature.

L'homme aujourd'hui est le chef de la famille. Comme tel il a des droits, mais il a aussi des devoirs. S'il représente la femme aux urnes et dans les assemblées délibérantes, c'est lui aussi qui défend le foyer menacé par l'envahisseur; s'il est, dans les questions d'intérêt, le tuteur de sa compagne et de ses enfants, c'est lui, en revanche, dont le travail et les forces assurent, dans une société bien réglée, l'existence de la femme et des jeunes enfants. S'il est le chef de la communauté, il doit à sa femme aide et protection.

La complexion délicate de la femme, le caractère habituel de ses facultés intellectuelles, ses fonctions maternelles, exigent impérieusement la protection de l'homme et un respect tout spécial qui ne se concilieront jamais avec la mise en pratique de l'égalité absolue des sexes.

La majorité des membres de la section centrale a repoussé toute adhésion au principe mis en avant et a rejeté la disposition octroyant le droit de suffrage aux femmes.

Toutefois, plusieurs membres n'ont pas entendu méconnaître par ce vote la valeur de certains motifs d'ordre pratique développés par l'un des auteurs de la proposition et signalés plus haut.

Du moment où le suffrage universel pur et simple serait adopté et où la double voix accordée au chef de famille par le vote plural serait enlevée à celui-ci, les intérêts de la femme seraient moins bien représentés qu'aujourd'hui. Dès lors aussi, l'octroi du droit de suffrage aux femmes pourrait peut-être remplacer la seconde voix du père de famille et se justifierait à ce point de vue.

Il ne faudrait pas, du reste, si le faux principe de l'égalité absolue du droit de suffrage venait à faire prévaloir en Belgique l'influence prédominante du nombre, éloigner des urnes la moitié de la population majeure, c'est-à-dire les femmes, alors que celles-ci, à bien des points de vue, offriraient aux partisans de l'ordre des garanties précieuses et un rempart solide.

* * *

LA REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE.

La section centrale, par 5 voix contre 2, s'est prononcée, en principe, pour l'application de la représentation proportionnelle aux élections provinciales et aux élections communales.

Le système mis en avant par l'honorable M. Vandewalle et qui fait l'objet de la proposition de loi n° 52, est certainement ingénieux. Tout en maintenant les circonscriptions actuelles, il offre, en vue de la répartition des sièges entre les partis, une grande exactitude.

Mais, en revanche, il supprime, dans une certaine mesure, le principe même de l'élection cantonale. Dans les divers cantons où il y aura eu lutte, une première application de la représentation proportionnelle laissera des excédents de voix inutilisées. Ces excédents, groupés au profit de chaque parti, permettront d'attribuer à chacun de ceux-ci, en raison de leur importance, une part des sièges non dévolus lors de la première répartition effectuée dans le canton.

Ce ne seront donc plus les seules voix du canton qui assureront le succès de tous les élus du canton; ce seront, partiellement du moins, les voix du parti dans toute la province.

Ainsi, le principe même de l'élection cantonale se trouvera ébranlé.

Si les circonscriptions cantonales actuelles sont maintenues, les choix dus à leurs votes se trouveront modifiés par l'intervention d'autres votes, — ce qui revient à modifier les circonscriptions elles-mêmes.

Il est à remarquer au surplus que, dans les élections provinciales, l'esprit de parti joue un rôle moindre que dans les élections générales. Le canton a ses intérêts spéciaux; ceux-ci tiennent, pour une bonne part, à la situation géographique du canton et à la nature de son sol. Si l'on admettait le système proposé, les voix inutilisées dans un canton pourraient assurer la désignation d'un candidat appartenant à un autre canton où les intérêts matériels seraient tout différents.

La majorité des membres de la section centrale n'a pu, en conséquence, se rallier au système de l'honorable M. Vandewalle; plusieurs membres préféreraient éventuellement le système du groupement des cantons limitrophes, là où semblable groupement serait nécessaire pour permettre l'application de la représentation proportionnelle.

En matière d'élections communales, un membre de la section centrale s'est demandé s'il ne conviendrait pas de limiter aux communes émancipées l'application du mode de représentation proportionnelle adopté pour les élections générales. Dans les petites communes, les divisions de parti couvrent très souvent des divisions de famille qu'il faut chercher à décourager plutôt qu'à favoriser, dans l'intérêt même de la bonne gestion des affaires communales; les élections pourraient y demeurer régies par les dispositions de la loi actuelle.

*
* * *

Convient-il, comme le propose l'article 3 de la proposition de MM. Féron et consorts, d'appliquer la représentation proportionnelle à l'élection des membres des députations permanentes?

« Les députations permanentes — ainsi s'expriment les développements

qui précèdent la proposition — sont essentiellement et avant tout des corps délibérants. »

Elles ne le sont ni plus ni moins que les collèges échevinaux, dont les honorables MM. Féron et consorts ne proposent pas de modifier le mode d'élection.

Les députations permanentes statuent par voie d'arrêtés ou d'ordonnances sur les affaires qui leur sont soumises par le gouverneur ou par le conseil provincial.

Les députations permanentes délibèrent sur tout ce qui concerne l'administration journalière des intérêts de la province et sur l'exécution des lois pour lesquelles leur intervention est requise ou qui leur sont adressées par le gouvernement. Elles mettent à exécution les mesures prescrites par le conseil provincial.

Celui-ci prononce sur toutes les affaires d'intérêt provincial.

Les députations permanentes sont obligées de soumettre à l'approbation du Conseil provincial et à celle du Roi leur règlement d'ordre et de service intérieur.

Les collèges échevinaux font eux-mêmes, souverainement, leur règlement d'ordre et de service intérieur.

Ils sont chargés de l'exécution des lois et arrêtés de l'administration générale, ainsi que des règlements et arrêtés du conseil provincial et de la députation permanente; de l'administration des établissements communaux, de la direction des travaux, de la gestion des revenus, de l'administration des propriétés, de la surveillance des hospices et des bureaux de bienfaisance.

Les collèges échevinaux font des règlements et prennent des ordonnances, en dehors des conseils communaux, en vue de l'exécution de leur mandat.

Il résulte à toute évidence de cette double énumération que, si leur qualité de corps délibérant peut justifier, en ce qui concerne les députations permanentes, l'application de la représentation proportionnelle à l'élection de leurs membres, le même motif exigerait l'extension de semblable disposition à l'élection des membres des collèges échevinaux.

La section centrale n'a pas admis l'article 3 de la proposition de MM. Féron et consorts.

* * *

L'élection des bourgmestres par les conseils communaux, n'a point davantage rencontré de majorité au sein de la section centrale.

Les bourgmestres étant les délégués du pouvoir central, chargés d'assurer l'exécution des lois tout autant que de présider les séances du conseil communal, il importe que le gouvernement, auquel incombe la responsabilité suprême de l'exécution des lois, intervienne dans la nomination du premier magistrat des communes.

* * *

La section centrale s'est prononcée également sur certains points accessoires soulevés par la proposition de MM. Vandervelde et consorts.

Elle a rejeté la proposition de réduire à six mois les temps de résidence exigés par les lois du 11 avril 1893 et du 22 avril 1898.

La question de l'âge de l'électorat a fait également l'objet de l'examen de la section centrale. L'âge de 21 ans proposé par MM. Vandervelde et consorts, ne lui a pas paru offrir les garanties désirables de maturité ; elle a rejeté la disposition en vertu de laquelle l'âge de l'électorat serait uniformément fixé à 21 ans.

Enfin, la majorité des membres de la section centrale ne s'est pas associée à la proposition de supprimer l'article 4 de la loi du 11 avril 1893, instituant des conseillers communaux nommés par les électeurs aux conseils de l'industrie et du travail.

*
* *

La majorité des membres de la section centrale a exprimé l'avis qu'il y a lieu d'unifier les lois électorales pour les chambres législatives, les provinces et les communes, notamment en ce qui concerne l'âge de l'électorat, le temps de la résidence et le nombre de votes à accorder à chaque électeur.

L'ensemble de la proposition de MM. Vandervelde et consorts a été rejetée par 5 voix contre 2.

Il en a été de même de celle de MM. Féron et consorts.

Le Rapporteur,
VERHAEGEN.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.



(18)

Kamer der Volksvertegenwoordigers

VERGADERING VAN 31 JULI 1901.

Wetsvoorstel betreffende het opmaken der kiezerslijsten voor gemeente en provincie ⁽¹⁾.

en

Wetsvoorstel tot het toepassen van evenredige vertegenwoordiging op de verkiezingen voor provincie en gemeente ⁽²⁾.

VERSLAG

UIT NAAM DER MIDDENAFDEELING ⁽³⁾, UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER VERHAEGEN.

MIJNE HEEREN,

De afdelingen der Kamer hebben dezelfde middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel, betreffende het opmaken van de kiezerslijsten voor gemeente en provincie (n^o 12) overgelegd door de heeren Vandervelde, Anseele, Furnémont, Terwagne, Denis en Mansart, en van het wetsvoorstel tot het toepassen van evenredige vertegenwoordiging op de verkiezingen voor provincie en gemeente (n^o 52) ingediend door de heeren Feron, Vandewalle, Termote, Van de Venne, Lorand en Nolf.

De voorstellers vatten de hoofdbepalingen van eerstgemeld voorstel saam als volgt :

- 1^o Gelijk stemrecht voor gemeente en provincie;
- 2^o Voor plaatselijke verkiezingen, stemrecht aan iederen burger van 21 jaar, zonder onderscheid van kunne;
- 3^o Den verblijftijd, door de wetten van 11 April 1895 en van 22 April 1898 vereischt, tot zes maanden verminderd;

(1) Wetsvoorstel, n^o 12.

(2) Wetsvoorstel, n^o 52.

(3) De middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, 1^{er} onder-voorzitter, bestond uit de heeren VERSTEYLEN, VAN DER LINDEN, DE LANTSHEERE, VERHAEGEN, ALLARD, VANDEWALLE.

4^o Afschaffing van meervoudig stemrecht;

5^o Intrekking van artikel 4 der wet van 11 April 1893, waarbij gemeenteraadsleden worden aangesteld, te benoemen door de kiezers van Raden van nijverheid en arbeid.

Het tweede voorstel werd door de stellers beperkt tot algeheele toepassing van evenredige vertegenwoordiging bij verkiezingen voor de provincieraden.

Eerst hadden zij voorstellen gedaan tot afschaffing van meervoudig stemrecht; doch nadat hunne medeleden uit de socialistische linkerzijde reeds een voorstel in dien zin hadden overgelegd, wijzigden zij hunnen tekst. Overigens zijn ze van plan het voorstel des heeren Vandervelde en medeleden te verdedigen, onder voorbehoud van de amendementen, die zouden noodig worden geacht in zake van ouderdom, verblijfplaats of dergelijke, behoudens ook niet al de redenen, door hunne medeleden aangevoerd, tot de hunne te maken, of er andere te ontwikkelen.

Naar het oordeel van de opvatters zelve, vullen beide voorstellen elkander aan. Dus was 't natuurlijk, ze door dezelfde middenafdeeling te doen onderzoeken.

ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN.

Over voorstel n^o 12 werd in de afdeelingen gestemd als volgt :

	Ja.	Neen.	Onthouding.
1 ^e afdeeling	5	9	3
2 ^e »	5	8	—
3 ^e »	3	9	3
4 ^e »	6	12	—
5 ^e »	—	6	2
6 ^e »	5	13	—
Te zamen.	22	57	8

In de eerste afdeeling, werd het wetsvoorstel n^o 12 door een lid beschouwd als eene daad van tactiek, strekkende om eenvoudig algemeen stemrecht in de herziene Grondwet te doen opnemen.

Een ander lid was van oordeel dat de tegenwoordige kieswet voor provincie en gemeente nog te onlangs bestaat om afdoende uitslagen te hebben opgeleverd.

In de derde afdeeling voerde een lid aan dat het stemrecht voor de gemeente minder ruim moet blijven dan voor de wetgevende Kamers. Dit, zegde hij, is 't geval in Zwitserland, Duitschland, Engeland en Denemarken. In ons land, vindt de Kamer van Volksvertegenwoordigers een tegenwicht in den Senaat, terwijl over den gemeenteraad voor vele zaken geen toezicht wordt uitgeoefend en deze bijgevolg geen tegenwicht in het middenbestuur aantreft.

Anderzijds antwoordde een lid, dat eenvoudig algemeen stemrecht zich

rechtvaardigheidshalve opdringt, en dat deze overweging boven alle ondergeschikte bedenkingen tegen het ontwerp moet staan.

Een lid vroeg om den kiesouderdom voor iedere verkiezing op 25 jaar te bepalen.

In de vierde afdeeling, deed een lid uitschijnen dat er in 't land geene beweging hoegenaamd voor eene nieuwe kieshervorming bestaat.

Eenvoudig algemeen stemrecht voor de gemeente ware een voorrecht voor burgers die geene gemeentelasten betalen.

Op die tegenwerpingen antwoordde een lid dat, bestaat er geene beweging ten voordeele van eenvoudig algemeen stemrecht, die hervorming niettemin eene daad van rechtvaardigheid is; dat, betalen werklieden geene rechtstreeksche gemeentelasten, zij op zeer gevoelige wijze onrechtstreeks belast zijn.

Een ander lid voegde hierbij dat, moest het invoeren van eenvoudig algemeen stemrecht voor gemeentelijke verkiezing eenig bezwaar opleveren, het middenbestuur dat wel zou weten te voorkomen; waarop door een lid werd aangemerkt dat dergelijke reden ten voordeele van het voorstel rechtstreeks kan omgekeerd worden tegen eenvoudig algemeen stemrecht voor de Kamers.

In de zesde afdeeling, kwam een lid op tegen het driejarig verblijf om kiezer voor de gemeente te zijn. Anderzijds werd aangemerkt dat zes maanden verblijf ontoereikend is; een jaar verblijf schijnt de voorkeur te verdienen.

Naar 't oordeel van een lid, moet voor het stemrecht ter gemeente vooral het middel worden betracht om de gemeentezaken goed te doen beheeren. Hij begrijpt niet dat burgers, zonder belang bij dat goed beheer, stemrecht verwerven.

Over 't wetsvoorstel n^o 52 werd in de afdeelingen gestemd als volgt:

	Ja.	Neen.	Onthouding.
1 ^o afdeeling	2	9	5
2 ^o »	3	7	4
3 ^o »	4	9	2
4 ^o »	6	10	2
5 ^o »	—	6	2
6 ^o »	6	13	—
Te zamen. . .	24	54	12

In verschillende afdeelingen verklaarde de meerderheid zich in beginsel voor het toepassen van evenredige vertegenwoordiging bij verkiezing voor provincie en gemeente.

De eerste afdeeling verwierp het benoemen van de burgemeesters door de gemeenteraden en het toepassen van evenredige vertegenwoordiging op de verkiezing van de leden der bestendige deputatiën.

In de tweede afdeeling, oordeelde een lid eenvoudig algemeen stemrecht voor de gemeente nog minder gerechtvaardigd dan voor de Kamers.

Algeheele vernieuwing van de gemeenteraden, om de vier jaar, ware noodlottig voor het goed beheer, omdat de gemeentebestuurders niet genoeg ondervinding zouden hebben.

In de derde afdeeling, verklaarde een lid dat de tweede verdeeling van de mandaten als provincieraadslid, door den achtbaren heer Vandervelde voorgesteld om de evenredige vertegenwoordiging volkomen toe te passen, feitelijk de verkiezing zelve afschaft : een candidaat kan tot provincieraadslid worden verkozen door 't toedoen van stemmen uit andere kantons dan het zijne en die hem niet waren toegedacht.

Een lid vroeg zich af waarom het voorstel geene evenredige vertegenwoordiging vraagt voor de verkiezing van leden der schepencolleges, zoowel als van leden der bestendige deputatiën.

In de zesde afdeeling, bracht een lid in dat het door den heer Vandervelde aangeboden stelsel van evenredige vertegenwoordiging strekt om van de provincie in zekere mate een eenig college te maken.

Een lid zou geneigd zijn evenredige vertegenwoordiging toe te passen op de gemeenteverkiezingen in zelfstandige gemeenten.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

In de Middenafdeeling, werd vooral beraadslaagd over algemeen stemrecht, stemrecht voor de vrouw en, eindelijk, toepassing van evenredige vertegenwoordiging op de verkiezingen voor provincie en gemeente, alsmede op 't verkiezen van leden der bestendige deputatiën.

De ontwerpers van beide voorstellen herhaalden de beweegredenen die reeds in hunne toelichting waren ontwikkeld.

Onderstaande bedenkingen vatten het antwoord van de leden der meerderheid in de Middenafdeeling, op die bewijsvoering, samen.

ALGEMEEN STEMRECHT.

« Meervoudig algemeen stemrecht moet uit de Grondwet en uit de kies-
» wetten verdwijnen en plaats maken voor eenvoudig algemeen stemrecht,
» omdat het, door de meervoudige stem, klassenvoorrechten bekrachtigt en
» bevestigt, terwijl eenvoudig algemeen stemrecht de uitdrukking zelve van
» politieke gelijkheid, bijgevolg van rechtvaardigheid is. »

Dat beweren de ontwerpers van de voorstellen, die de Middenafdeeling te onderzoeken heeft. Openhartig bekennen zij overigens dat hunne tegenwoordige voorstellen hoofdzakelijk strekken om eene nieuwe grondwetsherziening te bereiden en te bespoedigen.

Wat zij klassenvoorrechten heeten, zijn feitelijke toestanden, die vooral bestaan tengevolge van natuurlijke ongelijkheid, of, om hunne eigene uit-

drukking te bezigen, van de voorrechten, door de natuur aan zekere lieden geschonken.

Die natuurlijke ongelijkheid kan de mensch niet wegnemen, omdat de Schepper ze heeft gewild en dat de mensch te vergeefs in opstand zou komen tegen eenen hooger wil dan den zijnen : ongelijk verstand, ongelijke lichaamskracht, zedelijke waarde, uitharding, bedrijvigheid...

De natuurlijke voorrechten, die uit deze natuurlijke ongelijkheid voortvloeien, plaatsen onvermijdelijk op den voorgrond de meest bekwame, bedrijvige, zedelijke burgers.

Dus is het glad verkeerd, die natuurlijke voorrechten te bestempelen met den naam van klassenvoorrechten. De hoogere begaafdheden, waardoor sommige burgers, in verschillenden graad, worden opgenomen onder het puik van de samenleving, deelt de natuur uit, volgens wetten die wij niet kennen, doch die volstrekt niets gemeens hebben met eerbied voor wat men de verschillende maatschappelijke standen blijft heeten.

Bekwaamheid, bedrijvigheid, zedelijkheid zijn even goed het erfdeel van den werkmanszoon als van het rijkemanskind. En die maatschappelijke deugden hebben hetzelfde gevolg voor alwie ze bezit: zij doen hem opnemen onder het puik der samenleving.

Daarom is 't verkeerd te bevestigen dat meervoudig algemeen stemrecht klassenvoorrechten bekrachtigt en bevestigt.

Niemand betwist dat meervoudig algemeen stemrecht het bestaan van natuurlijke ongelijkheden doet uitschijnen.

Wanneer dat stemrecht betracht de burgers te onderscheiden, die zich door bekwaamheid, werkzaamheid, zedelijkheid tot het puik der samenleving hebben verheven; wanneer het hun een gewichtiger aandeel in de volksmacht wil geven dan aan andere burgers, dan is dit niets anders dan een lofwaardig streven om eene hoogere waarde aan het algemeen stemrecht toe te kennen, om het door het land aangenomen democratisch stelsel, bloeiender en duurzamer te maken.

Voor hen, die eerlijk trachten voor hun land het meest volmaakte politieke stelsel te vinden, is het gevaarlijk zich op te houden bij den schijn eener formule, hoe verblindend hij ook moge wezen.

Eenvoudig algemeen stemrecht drukt, zoo wordt verzekerd, volstreekte gelijkheid uit.

Dus wordt het, zonder nader onderzoek, voor velen de uiting zelve van de rechtvaardigheid en hoeft het, zonder verwijl, tot grondslag aan onze staatkundige inrichting te strekken...

Dat was niet het gevoelen van de uitstekende mannen, wier denkbeelden op vele punten overeenkomen met die der achtbare ontwerpers van de voorstellen, welke de Middenafdeeling heeft te onderzoeken, mannen die bezadigd en grondig de volksoppermacht hebben bestudeerd, in verband met den regeeringsvorm, die best overeenkomt met eene democratie als de onze.

Ziehier wat daarover werd gezegd door wijlen den heer Emile de Lavéleye, in zijn werk *Le Gouvernement dans la démocratie* :

« Het eerste beding voor het uitoefenen van algemeen stemrecht, is

bekwaam zijn om te onderscheiden welke wetten het belang van hem die stemt en dat van allen bevorderen. Moeten op een schip de matrozen, om geen slaaf te zijn, door hunne stem beslissen over het besturen van dat schip? »

Dat denkbeeld licht hij toe in eene uitgebreide en belangwekkende studie.

« Wanneer ik zie, zegt hij, dat onze staatslieden algemeen stemrecht aanprediken en de schatten van beschaving, na eeuwenlangen arbeid vergaderd door het puik van ons ras, ter prooi werpen aan die kudde tweervoeters, nog gedompeld in de duisternissen van het middelertiair steentijdperk, en bepaald niet in staat zelfs hun eigen belang te begrijpen, dan sta ik verwonderd over die afgronden van verblindheid, vanwege in zeker opzicht zeer uitstekende geesten.

«... Hoe geraken wij uit die noodlottige baan, welke ons tot onheilen en verdierlijking leidt? Ik neem aan dat democratie zich opdringt. Doch het beheer der democratie moet worden opgedragen aan de verstandige aristocratie. ..

» Kortom, ik ken geen ander middel om de hedendaagsche democratie te redden, dan eene overwegende macht te geven aan eenen Senaat, bestaande uit mannen die de groote maatschappelijke krachten: landbouw, nijverheid, handel, vooral wetenschap onder iederen vorm vertegenwoordigen. Ik zegde reeds dat vooruitgang voortvloeit uit het samenvoegen van kapitaal en kennis. Zij alleen moeten de hogere richting geven...

» Boven den Senaat, die iedere voortreffelijkheid en bevoegdheid bevat, moet eene Kamer staan. die het volk vertegenwoordigt en den bestuurders... de uitdrukking der behoeften van de lagere klassen doet hooren...

» Algemeen stemrecht en de regeering van 't overtal voeren noodlottig tot eenen toestand, waarin de samenleving haar heil zal zoeken in cesarisme en leger. Rede is de ware vorst. Ik wil dat ze beruste bij den Senaat en dat deze het laatste woord hebbe. »

Na Proudhon's gevoelen over algemeen stemrecht te hebben herinnerd, van hem die in zijn boek *De la capacité des classes ouvrières* schreef: « Stellig toonden sedert 1848 uwe tien millioen kiezers zich, als verstand en karakter, beneden de driehonderd duizend cijnskiezers onder de Juli-monarchie », besluit E. de Laveleye aldus:

« Ja, algemeen stemrecht is wenschelijk; dat is het te bereiken doel, doch zij behoeft als voorwaarde algemeen onderwijs, en als gevolg algemeen gemaakten eigendom.

» Gelijke staatkundige rechten en ongelijke maatschappelijke standen, ziedaar het groot gevaar voor de hedendaagsche democratie (1). »

Laat men de misplaatste en kwetsende ruwheid van zekere door den uitstekenden Luikschen hoogleeraar gebezigde uitdrukkingen ter zijde, niets wordt echter afgenomen van de innerlijke kracht zijner opmerkingen.

(1) *Le Gouvernement dans la démocratie*, 1891, deel II, blz. 49-54.

De regeering van 't overtal beschouwt hij als noodlottig voor de hedendaagsche democratie.

Voor alwie zonder drift het vraagstuk van het stemrecht bestudeert, rijzen talrijke en kiesche vraagstukken op, en voorzeker geeft eenvoudig algemeen stemrecht niet de waarborgen, die men van eenen hooger en regeringsvorm mag verwachten.

Zijnerzijds is de heer Ad. Prins, die nog onlangs bekleed was met de waardigheid van rector bij de Brusselsche Vrije Hoogeschool, niet voor eenvoudig algemeen stemrecht. hij ziet « geen groot verschil tusschen hen die, ten voordeele van algemeen stemrecht, het onvervreemd- en onverjaarbaar recht van de volksoppermacht, en hen die, ten voordeele van alleenheersching, het onvervreemdbaar en goddelijk recht van een gezin of een opperhoofd invoeren » (1).

Is hij geen voorstander van algemeen stemrecht voor afzonderlijke burgers, volgaarne zou hij stemrecht verleen en aan groepen, die de groote maatschappelijke belangen vertegenwoordigen, en wel naar gelang van hare gewichtigheid.

In een boek, dat dagteekent sedert het cijnssstelsel, zegt hij:

» Niemand zal het grondgebrek ontkennen van het cijnssstelsel, dat aan de getalmeerderheid van den burgerstand het monopolie van de regeering geeft. Doch waar is de verandering met algemeen stemrecht? Is het algemeen stemrecht vrij — en om eerlijk de zaak te onderzoeken, dient men het als zoodanig te onderstellen, — dan zullen niet meer de burgerstanden, maar de lagere standen de overhand verkrijgen. Doch in beide gevallen bestaat juist hetzelfde gebrek: eene uitsluitende getalmeerderheid beslist in laatsten aanleg over 's lands lot. Zij is meer uitgebreid dan de meerderheid onder het cijnssstelsel, doch niet minder overweldigend...

» Voorzeker is 't voor eene regeering een bewijs van zwakheid de massa buiten de politiek te laten; ze daarin te betrekken, is, zooals Gladstone zegde, de macht van den Staat vermeerderen. Ieder stelsel, dat wil duren, moet trachten het moeilijk vraagstuk van de ontvoogding der arbeiders en van de bescherming der minderen op te lossen. Doch onder al de uitgedachte opvattingen om dat doel te bereiken, schijnt algemeen stemrecht de slechtste te zijn. ..

» Welke gelijkheid kan men zich voorstellen tusschen den Staatsman, meester van het sociale raderwerk, en den ongeleerde, gewapend met zijne eenvoudige natuurlijke neiging? Waar toch vindt men in dit stelsel, dat zich op gelijkheid beroept, eenen schijn van gelijkheid of rechtvaardigheid? Wanneer men de stemmen telt, in plaats van te wegen, kan er onmogelijk spraak zijn van gelijkheid en rechtvaardigheid. Want houdt men enkel rekening met het getal, dan loochent men de hoofdvereischte van gelijkheid en rechtvaardigheid, 't is te zeggen verhouding. En met algemeen stemrecht aan alle stemmen eene gelijke waarde toekennen, is zoo onrechtvaardig alsof men al de bewoners van een land dezelfde som aan belasting deed betalen (2) ».

(1) *La démocratie et le régime parlementaire*, 2^e uitgave, 1887.

(2) *Loc. cit.*

Niemand kan betwisten dat bedenkingen als die van de heeren de Laveleye en Prins in ruime mate overweging verdienen. Om daarover den staf te breken, is 't niet voldoende niet te willen onderzoeken of het kiesvermogen een recht, een ambt of terzelfder tijd een recht en een ambt is ; 't volstaat zich niet te beroepen op een gedeelte van artikel 25 der Belgische Grondwet, en er zegevierend bij te voegen dat het « de bestrijders van algemeen stemrecht zijn, die de beperkingen moeten billijken, welke zij het grondbeginsel, door de Grondwet gesteld, doen ondergaan. »

Artikel 25 der Grondwet zegt niet enkel « alle macht gaat uit van het volk ». Het zegt ook dat « die macht wordt uitgeoefend op de wijze door de Grondwet bepaald. »

De tweede paragraaf van artikel 25 geeft dus zelve een gepast antwoord op bovengemelde aanmaning.

Om de burgers die zich met 's lands hooger belang inlaten voor eenvoudig algemeen stemrecht te winnen, is 't evenmin genoeg te bevestigen dat « de beperkingen, aan het stemrecht toegebracht, niet anders kunnen uitgelegd worden dan door 't verlangen om de politieke overheersching van den bezittenden stand te bevestigen. »

Bovenstaande getuigenissen, uitgaande van verstandelijk hoogst ontwikkelde mannen, op verlichte wijze hun land verknocht, bewijzen dat de oplossing van het ernstig vraagstuk der wijze van stemmen in den geest van de meest verlichte bestrijders van eenvoudig algemeen stemrecht afhangt van ernstige beweegredenen en geenszins van ondergeschikte en kleingeestige persoonlijke bezorgdheid.

Die bestrijders trachten vooral 's lands groote belangen eene harmonische vertegenwoordiging te bezorgen, waardoor daaronder een noodzakelijk en heilzaam evenwicht wordt gehouden, tot verzekering van 's lands voorspoed en van den maatschappelijken vrede.

Een land als België, waar land- en nijverheidsarbeiders eene aanzienlijke plaats bekleeden, moet trachten dezer bijzondere belangen ernstig te doen vertegenwoordigen. Die belangen moeten van den wetgever alle billijke bevrediging kunnen verkrijgen. Dat is de hoofdvereischte voor maatschappelijken vrede. Dat vraagstuk loste de Wetgevende Vergadering in 1893 op, toen zij in de herziene Grondwet het meervoudig algemeen stemrecht opnam.

't Is niet meer dan natuurlijk, rechtzinnig gelijkmatig, en daarenboven het best aan te nemen, dat alle burgers, om den wille dat zij den vereischten ouderdom hebben bereikt en niet onwaardig zijn bevonden, deelnemen aan de volksheerschappij en dat allen stemrecht genieten. Allen hebben hun geweten, om te oordeelen welke hoofdzakelijke plichten de uitoefening van de oppermacht oplegt. Allen hebben belang bij het goed beheer van 's lands zaken. Eindelijk, allen vinden in hunne hoedanigheid als lid van het groot Belgisch gezin zekere algemeene begrippen over den gang welken de regeering hoeft te verkrijgen.

Daarom zegde een doorluchtig wijsgeer, de H. Thomas van Aquinen, reeds in de xiii^e eeuw, in zijn *Theologisch begrip* : « *Ut omnes aliquam*

partem habent in principatu. » — « 't Is wenschelijk dat alle burgers deelnemen aan de volksheerschappij. »

Doch tusschen deze stelling en de bewering dat dit aandeel voor alle burgers gelijk moet wezen, dat gelijk stemrecht de eenige uitdrukking van de rechtvaardigheid is, ligt een afgrond.

Meervoudig stemrecht, toegekend aan die burgers, welke door hunne bekwaamheid en rijpheid, hun hooger stoffelijk of zedelijk belang gansch natuurlijk 's lands vertrouwen op zich trekken; of wel vertegenwoordiging van de groote belangen, toevertrouwd aan gezamenlijke groepen, die ze vertegenwoordigen, en wel naar gelang van hunne gewichtigheid; of zelfs de inrichting van eenen Senaat, met het hoogste gezag bekleed, ziedaar verschillende middelen om het eenvoudig algemeen stemrecht derwijze aan te vullen dat het 't land niet onder de verdrukking van 't getal bringe en het oude despotisme heropwekke, in den vorm van eene niet min hatelijke naamlooze dwingelandij.

Stuart Mill beveelt meervoudig stemrecht aan :

« Geene stem hebben in 's lands zaken is iets; aan anderen eene machtigere stem zien toekennen, uithoofde van eene grootere bekwaamheid in 't bestuur der gemeene belangen, is iets anders. Beide zaken zijn niet alleen verschillend, maar onafmetelijk. Iedereen mag zich gerechtigd achten beleedigd te zijn, wanneer hij voor niets telt en beschouwd wordt als geene waarde hoegenaamd te bezitten. Niemand, tenzij een dwaas, en een bijzonder soort van dwaas, kan zich beleedigd gevoelen, omdat er erkend wordt dat er anderen bestaan, wier gevoelen, zelfs wier verlangen anders te beschouwen zijn dan zijn gevoelen en zijn verlangen. Geene stem bezitten over iets wat gedeeltelijk uwe zaak is, ziedaar iets waarmede niemand volgaarne vrede zal hebben; doch is iets wat gedeeltelijk de zaak van iemand is, ook gedeeltelijk de zaak van een ander, begrijpt die man dat de andere de zaak beter opvat dan hij, dan verrast het hem niet dat het gevoelen van den anderen voor meer telt dan het zijne, en schijnt zulks hem te strooken met den gewonen gang der zaken op elk ander gebied. Enkel is het noodzakelijk dat die hoogere invloed worde toegekend volgens beweegredenen die hij begrijpen kan en welker rechtvaardigheid hij in staat weze te bevatten (1). »

De heer de Laveleye beveelt het insgelijks aan, na eene sterke inrichting van den Senaat te hebben aangeprezen, zich, evenals Stuart Mill, weinig geneigd toonende bijkomend stemrecht te verleen en uithoofde van grondeigendom.

« Stuart Mill, zegt hij, is voorstander van meervoudig stemrecht, dat aan zekere personen het recht verleent over meer dan ééne stem te beschikken. Wil men dat de regeering behoore aan de rede en dat de bekwaamheid eenen overwegenden invloed hebbe, dan dient men haar de middelen daartoe te verschaffen. De stem van een geleerd en bekwaam man zou voorwaar van

(1) *Le gouvernement représentatif.* Parijs, 1862, aangehaald door L. DUPRIEZ : *L'organisation du suffrage universel en Belgique.* Parijs, 1901.

meer gewicht moeten zijn dan die van den onwetende, die niet eens kan onderscheiden welke wetten met zijn belang strooken.

» Doch, zal men zeggen, waaraan herkent men de bekwaamheid en wie zal de grenzen van 't voorrecht afbakenen? Dat levert geen bezwaar op: zekere afgelegde examens, zekere bekleede betrekkingen, zekere uitgeoefende ambten zouden den graad van verstandelijke meerderheid aantoonen, die, bijvoorbeeld, aanspraak op tweevoudig stemrecht geven.

» Doch nooit zou meervoudig stemrecht moeten verleend worden aan de hoogst belasten of de rijksten, want hun belang is geenzins hetzelfde als dit van de grootste menigte. Overigens strookt dat stelsel zoo weinig met de thans overheerschende begrippen, dat er niet langer hoeft bij verwijld (1). »

Daarentegen is de heer Ad. Prins voor vertegenwoordiging van belangen, en onbetwistbaar heeft hij tot staving van die toepassing van algemeen stemrecht, bedenkingen van de hoogste beteekenis aangevoerd.

Dient de voorkeur gegeven aan meervoudig algemeen stemrecht, zooals het werd opgenomen in de herziene grondwet van 1893, en hoeft het beschouwd als de eindwijze waarop de volksheerschappij in België uitgeoefend zal worden?

Hierin ligt de vraag niet.

Zonder de toekomst vooruit te loopen, acht de meerderheid der leden van de Middenafdeeling dat eene proefneming gedurende acht jaren niet volledig genoeg is om eene nieuwe grondwetsherziening uit te lokken, en dat tot hiertoe geen met 's lands belang beter overeenkomend middel zich thans genoeg duidelijk voordoet om een beroep op de kiezers te doen.

Eenige bedenkingen zullen volstaan om te bewijzen welke thans de gevolgen zouden zijn van eenvoudig algemeen stelsel en welke uitslagen meervoudig stemrecht oplevert.

Volgens de algemeene kiezerslijsten, waren er, in 1900, in België 1,452,232 kiezers, waaronder 901,944 eenmaal en 550,288 twee- of driemaal stemgerechtigd.

De 550,288 kiezers, die thans over twee of drie stemmen beschikken, brengen in 't geheel 1,537,677 stemmen uit, terwijl de 901,944 enkele stemgerechtigden slechts 901,944 stemmen uitbrengen.

't Verschil tusschen de enkele en de meervoudige stemmen bewijst geenszins « de verplettering van den arbeidersstand door den bezittenden stand ». Zeer vele kiezers, die of tot de werkliedenklas, of tot den minderen burgerstand, of tot gediplomeerden en ambtenaren behooren, zijn twee- of driemaal stemgerechtigd, doch behouden dezelfde bedoeling, dezelve inzichten als die burgers, aan wie de Grondwets slechts enkelvoudig stemrecht toekent. Dat erkenden de heer Vandervelde en medeleden zelf in hunne toelichting, wat de kiezers in nijverheidscentrums betreft.

Doch bestond er eenvoudig algemeen stemrecht, dan zouden de 901,944 éénstemmige kiezers voorzeker de 550,288 kiezers verpletteren, wier meer-

(1) *Le gouvernement dans la démocratie*. 1894, deel II, blz. 76.

voudig stemrecht eenvoudig zou geworden zijn. In dat geval zouden de meervoudige kiezers, die dezelfde bedoeling en dezelfde inzichten hebben als de éénstemmige kiezers, verre van dergelijke verplettering te verhinderen, de massa der stemmen nog kunnen doen toenemen, waardoor het puik gevangen gehouden en tot onmacht gedoemd zou zijn. In stede van zeker evenwicht van machten, zooals thans onder de groote maatschappelijke belangen bestaat, zou het volkselement, zonder mogelijke betwisting evenals zonder evenwicht, volstrekt meester over 's lands lotsbestemming zijn.

De heer Vandervelde en medeonderteekenaars betreuren dat thans « eigendom een recht wordt tot het verkrijgen van eene kunstmatige kiesmacht, die veroorlooft gemakkelijker wetten te maken ten voordeele van den eigendom, en dat de wetenschap, wier billijke invloed zoo aanzienlijk is, een voorwendsel wordt om de macht van de klas die ze alleen bezit willekeurig te bevestigen ».

Met eenvoudig algemeen stemrecht zouden eigendom en wetenschap voor den burger een recht worden om verdrukt en verpletterd te worden onder het blinde gewicht van het aantal. Het onrechtvaardige van dergelijk stelsel is zonneklaar.

Hebben, ten anders, eigendom en wetenschap misbruik gemaakt van den toestand, hun tot hiertoe door meervoudig stemrecht gelaten?

Onder de ons omringende volken, is er geen dat minder belasting betaalt dan België.

In geen land hebben de maatschappelijke wetten, gesteund door verstandige pogingen vanwege 't bestuur en door ontelbare werken van bijzonderen ondernemingsgeest, de arbeiders meer geholpen om zich stoffelijk en zedelijk te verheffen.

En hier dient bijgevoegd dat in geen land het beperkte van 't grondgebied en de dichtheid der bevolking meer dan in België de taak lastig maakt om voldoende uitwegen te vinden, alsmede eene verdiende vergelding van den arbeid en het streven eener arbeidersbevolking, zoo in nijverheid als in landbouw, naar verhouding zoo aanzienlijk.

Voorzeker is die taak niet volvoerd; doch er kan niet ernstig worden beweerd dat in België het volk door den bezittenden stand wordt overheerscht.

Bestond er eenvoudig algemeen stemrecht, zooals de achtbare onderteekenaars van voorstel n° 12 vragen voor provincie en gemeente, dan zou stellig de meerderheid der gekozenen, de meerderheid der kiezers weerspiegelende, voortaan de macht bezitten om, bij wijze van belasting, als opperheer te beschikken over den bijzonderen eigendom, zonder dat het heilzaam tegenwicht van persoonlijke deelachtigheid aan den eigendom en de lasten die daarop drukken, tot rem zou strekken aan ongerechtvaardigde ondernemingen.

Volstrekte gelijkheid kan eerst dan eene wezenlijkheid worden, wanneer met gelijkheid van stemrecht gelijk aandeel voor allen in de openbare lasten gepaard gaat, en wanneer ieder burger verplicht is hetzelfde bedrag

aan belasting te betalen. Doch wie begrijpt niet dat gelijkheid tegenover de belasting eene hersenschim en tevens eene onrechtvaardigheid is ?

Met reden mag men, zooals de heer Prins in eenen hiervoren aangehaalden zin, besluiten dat het zoo onrechtvaardig is aan alle stemmen dezelfde waarde toe te kennen in algemeen stemrecht, als dezelfde som belasting aan de bewoners van een zelfde land te doen betalen.

Dus ware eenvoudig algemeen stemrecht een stelsel van voorrecht ten bate van het aantal.

De waarheid van deze bewering blijkt helder. voor alwie zich niet laat paaïen met woorden en zich laat leiden door de koele rede.

Zal België nog lang verstandig genoeg zijn om te weerstaan aan den gloedvollen oproep van hen die aan de al te argelooze arbeiders politieke gelijkheid voorspiegelen als een stap nader tot volstreckte gelijkheid op huishoudkundig gebied, en deze als de voorwaarde tot opbeuring van den arbeider, als onderpand van maatschappelijken vrede en stoffelijk welzijn ?

Laat het ons hopen.

Voor politieke mannen, die voorspoed en vrede willen handhaven, is het plicht aan de arbeiders de stem der rede te doen hooren, en ze aan te zetten niet het redematig evenwicht van machten en invloeden te verbreken, dat onder de verschillende bedrijvige bestanddeelen des volks, met name kapitaal en arbeid, bestaat en steeds de beste waarborg zal zijn voor het eerbiedigen van ieders rechten, het vrijwaren van ieders belang.

Met vijf stemmen tegen twee, verwierp de Middenafdeeling het toepassen van eenvoudig algemeen stemrecht op de verkiezing voor provincie en gemeente.

*
* * *

Tot staving van het invoeren van eenvoudig algemeen stemrecht, werd het kiesbedrog ingeroepen dat, naar men beweert, onafscheidbaar is van de toepassing van meervoudig stemrecht.

Echter werd in de Kamer door den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs bewezen dat er in verhouding nooit minder kiesbetwistingen waren dan thans. Alles voorspelt dat het getal dier betwistingen nog geringer zal worden en voortaan nog enkel beperkt zal zijn tot de dwalingen en onachtzaamheden, in dergelijke zaken onvermijdelijk.

Overigens kunnen de voorwaarden van ouderdom, inboorlingschap, verblijf en onwaardigheid, zelfs met het stelsel van eenvoudig algemeen stemrecht, steeds aanleiding geven tot kiesbedrog op groote schaal. Nooit zal er een kiesstelsel bestaan, waardoor de menschelijke listigheid onmachtig is gemaakt.

*
* * *

Tegen het bestaande stelsel voeren de heer Vandervelde en medeleden de ongelijkheid aan, tusschen steden en platteland in 't voordeel voor 'laatst-bedoeld op verkiezingsgebied.

Dit voordeel zou gemiddeld hierin bestaan : Terwijl in de steden 150 stemmen worden toegekend aan 100 kiezers, zou hetzelfde getal kiezers op den buiten over 158 stemmen beschikken.

Ware het zoo, dan is daaruit eenvoudig af te leiden, dat op den buiten het onderwijs meer verspreid is dan in de steden, dat er in buitengemeenten meer welvaart bestaat dan in de steden, hetzij omdat er op den buiten meer kleine eigenaars zijn of kleine renteniers, hetzij omdat men er meer huisvaders telt van 35 jaar, die een huis bewonen dat voor 5 frank in de personeele belasting is aangeslagen.

Mocht het blijken dat de beschaving hare heilzame gevolgen meer op den buiten heeft uitgebreid dan in de steden, waarom mag dan de kiesmacht er ook dien toestand niet weerspiegelen ?

Overigens is het bewezen dat op kiesgebied de gevolgen van het gering verschil tusschen het getal stemmen toegekend aan landelijke kiezers en aan stedelijke kiezers, zoowel voordeel opleveren voor de oppositiepartijen als voor de regeerende partij. Dien ten gevolge mag er over heengestapt worden.

STEMRECHT VOOR DE VROUW.

Artikel 2 van het voorstel des heeren Vandervelde en medeleden heeft ten doel, de « stuitende en grove ongelijkheid tusschen man en vrouw » te doen verdwijnen.

Een der onderteekenaars van het voorstel heeft getracht, in den schoot der Middenafdeeling, de bepaling betreffende het stemrecht der vrouwen te staven op deze volgende beschouwingen :

1. De vrouw heeft belangen te verdedigen ;
2. De doelmatigheid van de rol welke haar op politiek gebied zou te beurt vallen, blijkt uit de wijze waarop zij in zake van weldadigheid en zedelijke opvoeding de door haar aangenomen taak vervult ;
3. Het stemrecht is niet onvereinbaar met het vervullen van de huiselijke plichten ;
4. Ten slotte, het vraagstuk is niet nieuw. Het werd, in België zelf, reeds gesteld van in 1880, voor zekere bestuursambten.

De meest uiteenlopende redenen worden ingeroepen om het stemrecht aan de vrouw te doen toekennen.

Van den eenen kant redenen van practischen aard: de belangen welke de vrouw te verdedigen heeft ; de wijze waarop zij hare politieke zending zou vervullen, enz.

Van den anderen kant, het beginsel van volstrekte gelijkheid van man en

vrouw welke de socialistische partij tracht te doen zegepralen overeenkomstig haar programma (1).

Het beginsel door de socialistische partij uitgedrukt, en bestemd om opgenomen te worden in het wetboek der nieuwere beschaving, welke deze partij hoopt aan 't menschedom te verschaffen, is het tegenovergestelde van het beginsel dat in de wereld zegevierde door toedoen van de christene beschaving.

Volstrekte gelijkheid voor beider kunne, met hare redelijke en maatschappelijke, politieke en huishoudkundige gevolgen, zou het christen stelsel vervangen, waarbij de ingerichte familie tot grondslag dient van de menschelijke samenleving en waarbij die inrichting der familie gesteund is op de feiten en wetten der natuur zelve.

Thans is de man het hoofd van het huisgezin. Als zoodanig heeft hij rechten, maar insgelijks plichten. Vertegenwoordigt hij de vrouw ter stembus en in beraadslagende vergaderingen, ook hij is het, die den bedreigden huiselijken haard verdedigt tegen den overweldiger; is hij, wat de belangen betreft, de voogd van zijne levensgezellin en van zijne kinderen, ook hij is het daarentegen, die door zijnen arbeid en zijne krachten in eene degelijk ingerichte samenleving, voor het bestaan van zijne vrouw en kinderen zorgt. Is hij het hoofd van de gemeenschap, hij is ook hulp en bescherming verschuldigd aan zijne vrouw.

Het teeder gestel der vrouw, de gewone aard van hare verstandsvermogens, hare moederlijke zending, vergen dringend bescherming vanwege den man, en eenen gansch bijzonderen eerbied, die onmogelijk kunnen strooken met toepassing van volstrekte gelijkheid voor beider kunne.

Meestal de leden der Middenafdeeling verwierpen alle toetreding tot het vooruitgesteld beginsel, alsmede de bepaling waarbij aan de vrouw stemrecht wordt toegekend.

Door die stemming lag het echter niet in hunne bedoeling, de waarde te miskennen van zekere redenen van practischen aard, welke door een der onderteekenaars van het voorstel werden uiteengezet en hooger reeds aangeduid.

Van 't oogenblik dat eenvoudig algemeen stemrecht ware aangenomen en de tweede stem, door meervoudig stemrecht aan het hoofd van 't gezin toegekend, dezen ontnomen, zouden de belangen der vrouw slechter

(1) *Programma en grondregelen der arbeiderspartij*; Brussel. 1894. Daarin staat te lezen:
Kieshervorming.

a) Algemeen stemrecht, zonder onderscheid van kunne, in elken graad (21 jaar en 6 maanden verblijf).....

Herziening van de titels van 't Burgerlijk Wetboek, over het huwelijk en de vaderlijke macht.

a) Burgerlijke gelijkheid voor beider kunne, en voor de onwettige en wettige kinderen.

b) Herziening van de wet op de echtscheiding, mits handhaving van de onderhoudsverplichtingen jegens vrouw of kinderen....

dan thans vertegenwoordigd zijn. Bijgevolg ook zou het stemrecht der vrouw wellicht de tweede stem van den huisvader kunnen vervangen, en in dat opzicht te billijken zijn.

Moest overigens het valsche beginsel der volstrekte gelijkheid van stemrecht in België den overwegenden invloed van het getal doen zegepralen, dan diende men ook de helft der meerderjarige bevolking, 't is te zeggen de vrouwen, niet van de stembus verwijderd te houden, wanneer deze in velerlei opzicht de voorstanders van orde hoogstschatbare waarborgen en een stevigen dam zouden opleveren.

*
* * *

EVENREDIGE VERTEGENWOORDIGING.

Met vijf stemmen tegen twee verklaarde de Middenafdeeling zich in beginsel voor de toepassing van evenredige vertegenwoordiging op provincie- en op gemeenteverkiezingen.

Het door den achtbaren heer Vandewalle vooruitgezette stelsel (wetsvoorstel n^o 82), is ongetwijfeld heel vernuftig. Het handhaaft de bestaande omschrijvingen, doch is, met het oog op de verdeeling der plaatsen onder de partijen, heel nauwkeurig.

Daarentegen echter neemt het in zekere mate het beginsel zelf der verkiezing per kanton weg. In kantons waar strijd bestaat, zal eene eerste toepassing van evenredige vertegenwoordiging overschot laten van stemmen, die niet ten nutte kunnen gemaakt worden. Die overschotten, samengevoegd ten voordeele van iedere partij, zouden toelaten aan iedere, in verhouding tot hare sterkte, een deel der plaatsen toe te kennen, welke bij de eerste verdeeling in het kanton niet werden toegewezen.

Dus zullen niet enkel de stemmen van het kanton het welslagen van al de verkozenen van het kanton verzekeren; dat zullen, ten minste gedeeltelijk, de stemmen der partij in de gansche provincie doen.

Op die wijze ware het beginsel zelf der verkiezing per kanton geschokt.

Worden de bestaande kantonale omschrijvingen behouden, dan zal de keus, uit hare stemmen voortvloeiende, gewijzigd worde door toedoen van andere stemmen, — wat neerkomt op wijziging van de omschrijvingen zelve.

Er dient daarenboven opgemerkt, dat in provinciale verkiezingen, de partijgeest eene mindere rol speelt dan in verkiezingen voor de Kamers. Het kanton heeft zijne bijzondere belangen, welke grootendeels afhangen van de ligging van 't kanton en den aard van den grond. Met het voorgestelde stelsel zouden de stemmen welke in een bepaald kanton ongebruikt blijven, de verkiezing kunnen uitlokken van eenen candidaat van een ander kanton, welks stoffelijke belangen gansch verschillend zijn.

Daarom kon de meerderheid der Middenafdeeling zich niet aansluiten bij het stelsel van den achtbaren heer Vandewalle; vele leden zouden desnoods aan het stelsel van het samenvoegen van aaneenpalende kantons, daar waar die samenvoeging noodig zou zijn om evenredige vertegenwoordiging toe te passen, de voorkeur geven.

Met het oog op gemeenteverkiezingen, werd door een lid der Middenafdeeling de vraag geopperd of het niet goed ware de toepassing van evenredige vertegenwoordiging, voor de Kamerverkiezingen gehuldigd, te beperken tot zelfstandige gemeenten. In kleine gemeenten, berust partijverdeeldheid heel dikwijls op familieverdeeldheid, welke veeleer tegengewerkt dan bevorderd moet worden, en wel in 't belang zelf van het degelijk beheer der gemeente-belangen; de verkiezingen zouden daar kunnen geschieden volgens de bestaande kieswet.

* * *

Dient, naar luid van artikel 3 van 't voorstel des heeren Feron en medeleden, evenredige vertegenwoordiging toegepast op de verkiezing van de leden der bestendige deputatiën?

« Bestendige deputatiën — zoo luidt de toelichting van het wetsvoorstel — zijn in den grond en eerst en vooral, beraadslagende korpsen. »

Dat zijn zij niet meer noch minder dan de schepencollege's, en de achtbare heer Feron en medeleden vragen niet dat dezer verkiezingswijze worde veranderd.

Bestendige deputatiën doen uitspraak, bij middel van besluiten of verordeningen, over de zaken welke haar door gouverneur of provincieraad zijn onderworpen.

Bestendige deputatiën beraadslagen over alles wat het dagelijksch beheer van de belangen der provincie betreft, en over het uitvoeren van de wetten voor welke hare tusschenkomst vereischt wordt, of die haar door de regeering worden toegezonden. Zij voeren de maatregelen uit, door den provincieraad bevolen.

De provincieraad doet uitspraak over alle zaken van provinciaal belang.

Bestendige deputatiën zijn verplicht haar reglement van orde en inwendigen dienst aan de goedkeuring van den provincieraad en van den Koning te onderwerpen.

Schepencollege's maken zelve en oppermachtig hun reglement van orde en inwendigen dienst.

Zij zijn belast met het uitvoeren van de wetten en besluiten van algemeen bestuur, alsmede van de verordeningen en besluiten van provincieraad en bestendige deputatie, met het beheer der gemeentelijke inrichtingen, het bestuur der werken, het beheer der geldmiddelen, het bestuur der goederen, het toezicht over godshuizen en weldadigheidsbureelen.

De schepencollege's maken verordeningen en vaardigen bevelen uit, buiten den gemeenteraad, tot uitvoering van hun mandaat.

Uit die tweevondige opsomming blijkt zonneklaar dat zoo hare hoedanigheid als beraadslagend lichaam, voor de bestendige deputatiën eene voldoende reden is om evenredige vertegenwoordiging voor de verkiezing harer leden toe te passen, dezelfde reden zou vergen dat ook die bepaling werd uitgestrekt tot het verkiezen van de leden der schepencollege's.

De Middenafdeeling nam artikel 3 van 't wetsvoorstel des heeren Feron en medeleden niet aan.

* * *

Het verkiezen van den burgemeester door den gemeenteraad, vond evenmin eene meerderheid in de Middenafdeeling.

De burgemeester is de afgevaardigde van het Middenbestuur en gelast de wetten te doen uitvoeren en de vergaderingen van den gemeenteraad voor te zitten; daarom hoeft de Regeering, die de uiterste verantwoordelijkheid draagt voor het uitvoeren van de wetten, tusschen beide te komen in de benoeming van den eersten magistraat der gemeente.

* * *

De Middenafdeeling deed insgelijks uitspraak over zekere ondergeschikte punten, door het wetsvoorstel des heeren Vandervelde en medeleden aangeeraakt.

Zij verwierp het voorstel om den verblijftijd, door de wetten van 11 April 1895 en van 22 April 1898 vereischt, tot zes maanden te verminderen.

Het vraagstuk van den kiesouderdom werd insgelijks door de Middenafdeeling onderzocht. De ouderdom van 21 jaar, voorgesteld door den heer Vandervelde en medeleden, scheen haar niet de wenschelijke waarborgen van rijpheid op te leveren; zij verwierp het voorstel om den kiesouderdom onveranderlijk op 21 jaar te bepalen.

De Middenafdeeling vereenigde zich evenmin met het voorstel tot opheffing van artikel 4 der wet van 11 April 1893, waarbij gemeenteraadsleden worden verkozen door de stemgerechtigden voor nijverheids- en arbeidsraden.

* * *

De meerderheid der Middenafdeeling was van oordeel dat de kieswetten voor de Wetgevende Kamers, de provinciën en de gemeenten, dienen gelijk-gemaakt, inzonderheid voor den kiesouderdom, den verblijftijd en het getal stemmen, aan iederen kiezer toe kennen.

Het voorstel des heeren Vandervelde en medeleden werd verworpen met 5 stemmen tegen 2.

Zoo mede dit des heeren Feron en medeleden.

De Verslaggever,

VERHAEGEN.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.

